



DOSSIER - HABITER

MAL-LOGEMENT,
LE MILLE-FEUILLE ASSOCIATIF

Plus de 500 associations se mobilisent pour aider les sans-abri. Sont-elles trop nombreuses et dispersées pour être vraiment efficaces ?

PAR ROMAIN CHABROL

En France, 3,5 millions de personnes sont actuellement très mal logées, selon les chiffres de la fondation Abbé-Pierre. Elles sont à la rue, en chambre d'hôtel, en camping, dans des bidonvilles, dans des logements insalubres. Et pour les plus exclues d'entre elles, les SDF, la situation ne cesse de s'aggraver : ils étaient 141 500 en 2012, 50 % de plus qu'en 2001. Comment s'explique un tel archaïsme ?

Si, jusqu'aux années 1970, la prise en charge des personnes sans abri était assurée quasi uniquement par des associations comme Emmaüs, au début des années 1980, face à cette nouvelle forme de pauvreté incarnée par les SDF, l'État a pris la main. Près d'une vingtaine de lois ont suivi. En parallèle, le nombre d'associations a explosé. On en compte aujourd'hui plus de 500 sur tout le territoire. Elles ont une mission particulière (distribution de nourriture, gestion d'un centre de soin, hébergement) ou interviennent tout au long de la chaîne. Toutes semblent bien redoubler d'effort. Mais les chiffres – les résultats ? – ne cessent de se dégrader.

« C'est vrai, l'analyse des vingt dernières années pourrait ne pas porter à l'optimisme, au vu de la situation actuelle, précise-t-on à la fondation Abbé-Pierre. Mais une relecture attentive montre aussi des réussites incontestables. Beaucoup de chantiers et de mesures ont été engagés ces dernières décennies par des responsables politiques de tous bords. Le chemin parcouru est considérable, mais ces avancées sont mises en péril par l'affaiblissement des mécanismes de redistribution, la précarisation de pans entiers de la société et la hausse des prix de l'immobilier. La dégradation du contexte économique et social depuis 2008 n'a fait qu'aggraver la situation ! »

À la Fondation, on note aussi que les associations, si nombreuses et bien implantées soient-elles, sont aujourd'hui fragilisées : les financements publics seraient en baisse. Le gouvernement, qui a annoncé, début 2015, 1,3 milliards d'euros pour l'hébergement et l'accès au logement des plus démunis – un chiffre qui serait sans précédent – conteste évidemment tout cela. Alors où est-ce que le bât blesse ? *« Le problème vient*

« Solidarity day » en juin 2014, journée d'action des associations quai de Valmy, à Paris, pour interpeller les pouvoirs publics sur la condition des sans-abri.

© Pierre Andrieu / AFP

probablement bien moins du manque de moyens que de leur dispersion et de l'absence d'un objectif substantiel clair, analyse Julien Damon, sociologue et spécialiste de la question des SDF. En un mot, alors que la tendance est à une hybridation croissante des domaines publics et privés, sur le registre de la lutte contre la pauvreté, des clarifications s'imposent. » Et le sociologue de pointer le manque de clarté de l'offre, la dépendance de ces acteurs vis-à-vis des pouvoirs publics et donc leur difficulté à porter une action et une parole innovantes et indépendantes.

Des dispositifs empilés

Il est vrai qu'à la différence des grandes associations, celles que tout le monde connaît et qui bénéficient des dons des particuliers, la plupart des acteurs associatifs sont aujourd'hui majoritairement voire intégralement financés par des fonds publics. Ce sont les fils directs de l'interventionnisme de l'État initié dans les années 1980. Parfois simples gestionnaires et opérateurs de politiques publiques, ils souffrent aujourd'hui d'un symptôme propre à l'administration : le mille-feuille.

À la FNARS, la fédération qui réunit toutes ces associations, on ne nie pas cette possible confusion : *« À mesure que les situations de précarité progressaient, les associations ont développé leurs activités et créé de nouveaux dispositifs. Alors que l'État a peu piloté ce développement, il en résulte un empilement qui contribue à rendre peu lisibles les services rendus par le secteur aux personnes en situation de détresse sociale. »* Philippe Gautier, directeur de la « **Mie de pain** », une association qui gère plusieurs centres d'accueil à Paris, admet bien que l'amélioration passe par une meilleure collaboration entre tous les acteurs. Mais il rappelle l'essentiel : *« Nous ne pouvons pas tout mais nous donnons le meilleur de nous-mêmes. Nous agissons ! »* ■